# Texte de la position B

## Dans les luttes comme dans les élections : une politique de rupture avec le capitalisme

La politique initiée par le NPA en vue d'un accord pour les régionales est désormais caduque. Quatre mois de discussion nationale dans laquelle s'est investi pleinement le NPA et à son initiative n'ont pas permis d'obtenir un accord national. Les conditions politiques imposées par le Front de gauche sont incompatibles avec l'orientation du NPA. Cela crée naturellement beaucoup de débats entre nous, mais le plus important désormais est de redonner à l'ensemble de l'organisation un cadre et des objectifs qui nous mobilisent réellement dans la période qui vient. C'est le sens de cette résolution que nous soumettons au vote de l'ensemble des camarades du NPA.

### 1) La politique unitaire menée depuis le CPN de juin est arrivée à son terme, tirons un bilan et passons à notre campagne

On ne peut que le constater : les conditions pour un accord avec le PCF et le PG ne sont pas réunies car leur choix de participer à des exécutifs avec le PS reste à l'évidence un élément incontournable et durable de leur politique. En même temps, et c'est lié, ces deux partis ne cherchent même pas à discuter et à envisager la possibilité d'un affrontement global contre la politique du patronat et du gouvernement ne serait-ce que sous la simple forme d'un soutien sérieux aux luttes en cours et encore moins à leur convergence.

Cela ne veut pas dire qu'il ne fallait pas s'adresser à ses militants comme à ceux du PG. Bien au contraire. Mais s'adresser à la base populaire du PCF et du PG, cela voulait dire discuter du programme, des luttes nécessaires pour l'imposer, s' appuyer sur les angoisses et les colères sociales engendrées par la crise qui persistent toujours très largement aujourd'hui même si elles trouvent moins le chemin des luttes, parler un langage accessible à tous reflétant les détresses et les rages des jeunes, des quartiers et des usines, et non pas rester confinés dans des négociations au sommet, loin des quartiers et des entreprises.

En pratique, l'orientation s'est déplacée petit à petit sous la pression du PCF et surtout du PG qui est devenu à l'évidence la cible prioritaire de cette politique en semant bien des confusions. Au CPN de juin 2009, nous portions ***« une proposition de rassemblement autour d'un programme anticapitaliste portant les exigences des travailleurs et des classes populaires face à la crise, en particulier l'interdiction des licenciements »***. En septembre, il n'était plus question que d'un « *front durable anticapitaliste et antilibéral* » actant la disparition pure et simple de l'interdiction des licenciements. En novembre, dans l'amendement à la déclaration du Fdg, le « *grand service public bancaire*» n'y était plus sous contrôle de ses salariés et

de la population. La formule vague de «*défense du pouvoir d'achat* » remplace les 300 euros nets d'augmentation ainsi que le minimum de 1 500 euros nets. La «*réduction du temps de travai*l » se fait sans le partage du travail entre tous. Le « *droit à la retraite* » ne spécifie ni le nombre d'annuités, ni l'âge, ni le taux. On y réclame le droit à l'éducation ou le droit à la sécurité sociale, à la reconversion écologique…etc., comme pourrait le faire le PS.

C'est ainsi qu'au fil des « déclarations unitaires », le cadre de nos raisonnements est devenu exclusivement celui des régions puis des institutions elles-mêmes, avec un programme adapté en conséquence, destiné à être « *mis en oeuvre* » dans les conseils régionaux, tout en maintenant une ambiguïté de plus en plus inquiétante sur les possibilités de participer aux exécutifs: Dans la réso lution adoptée au CPN de novembre, la possibilité d'y participer n'était écartée que dans le cas où ces exécutifs « *seraient dominés par le PS tel qu'il est* ». Dans les propositions faites par le CE pour la réunion unitaire du 16 novembre, on explique que cela dépend des « *rapports de forces politiques et sociaux* » et de « *la volonté d'appliquer les points essentiels de notre programme* ». Lesquels au nombre de quatre ne constituent nullement le début d'une véritable rupture avec la logique capitaliste.

Cette orientation finit inévitablement par créer de nombreuses illusions sur le rôle des élections, l'intérêt d'avoir des élus, le programme que nous devrions défendre et sa mise en oeuvre dans le cadre des régions et des institutions. Maintenant la majorité du CE nous propose de continuer au niveau régional cette politique qui a déjà fait la démonstration de son échec au niveau national. Ça ne pourrait que continuer et augmenter la même confusion localement et peut-être en pire par endroit.

Mais quel que soit le bilan et l'appréciation que l'on peut avoir sur la politique menée jusqu'ici par le NPA, il s'agit désormais d'en sortir ensemble en faisant l'effort de remobiliser toute l'organisation autour d'objectifs qui sont à notre portée :

- Prendre acte de l'impossibilité de continuer à négocier un accord unitaire avec le PCF et le PG au niveau national comme régional

- Préparer les conditions d'une campagne électorale réussie du NPA en lien avec nos objectifs essentiels sur le terrain des luttes et des courants de colère populaires

- Donner le plus rapidement possible une impulsion réelle à notre campagne pour le droit à l'emploi et l'interdiction des licenciements

## 2) La situation politique et sociale exige une politique de rupture avec le capitalisme.

Dans le contexte de crise du système capitaliste, le patronat et le gouvernement tentent de poursuivre leur entreprise de destruction des acquis des travailleurs. Face à la crise dont les conséquences sur le plan social sont chaque jour plus graves, notre priorité est

de proposer aux exploités et aux opprimés une politique qui leur donne les moyens de changer réellement le rapport de force afin de faire payer aux seuls capitaliste les frais de la crise. Pour oeuvrer à un tel changement, l'unité du monde du travail et des classes populaires est un enjeu majeur, mais elle doit s'accompagner d'une orientation claire qui s'appuie sur les courants d'opinions populaires pour interdire les licenciements, augmenter les salaires, les pensions et les minima sociaux, embaucher dans les services publics, en finir avec les interventions militaires de notre propre impérialisme et commencer à lutter réellement contre le réchauffement climatique. Cela passe par la mise en cause du droit des capitalistes à diriger la société et la défense d'un programme pour les luttes dont on sait que pour déboucher elle ne peuvent rester dans un cadre local ni même régional.

La priorité de notre parti est de tout faire pour donner une expression sociale et politique à la volonté des classes populaires de ne pas payer la crise. Même si aujourd'hui le niveau des luttes n'est pas le même qu'au printemps, même si la rage du monde du travail s'exprime moins visiblement, elle est toujours là et bien là. C'est pourquoi notre politique de construction d'un mouvement d'ensemble que nous continuons bien entendu à proposer aux autres forces syndicales et politiques, mais aussi et surtout aux militants et aux différents milieux que ces forces continuent d'influencer, est toujours compréhensible par tous. Cela passe par une prise en charge réellement prioritaire de la campagne : « *Nos emplois, pas leurs profits* » en lien avec les luttes existantes contre les licenciements, à La Poste, chez les travailleurs sans-papiers, dans l'éducation…

Cette campagne est politique car l'emploi est au centre de la grande majorité des relations sociales, les attaques sur l'emploi utilisent et renforcent toutes les divisions, oppressions et discriminations entre chômeurs et salariés, actifs et retraités, hommes et femmes, français et immigrés et permettent de poser les questions de l'ordre social capitaliste et d'une autre société. En même temps le centre de gravité des mobilisations de tous ces derniers mois a tourné autour de l'emploi ou de la défense du service public et c'est là que peuvent se construire les rapports de force sociaux et politiques. C'est pourquoi c'est autour de cette campagne et de ses multiples déclinaisons, public/privé, femmes, immigrés, jeunes… que nous pouvons construire l'unité dans la lutte comme bâtir les éléments qui nous permettront d'aller vers la campagne électorale proprement dite.

**3) Un programme anticapitaliste pour les élections régionales.**

Nous proposons de mener une campagne qui découle de cette campagne emploi sur le mot d'ordre général « ***Face à la crise sociale et écologique imposons des mesures d'urgence anticapitalistes ».***

Ce programme se fera notamment sur les bases des points suivants :

- Interdiction des licenciements et répartition du travail entre toutes et tous, en finir

avec la précarité, transformation en CDI des contrats précaires,

- Augmentation des revenus et salaires de 300 euros nets avec un minimum de 1500 euros nets en prenant sur les profits,

- Défense et redéploiement des services publics, nationalisation de l'ensemble du secteur financier et création d'un service public bancaire unique sous le contrôle des travailleurs et de la population

- Régularisation de tous les sans papiers, droit de vote à toutes les élections,

- Egalité hommes/femmes,

- Droits pour la jeunesse, pré-salaire d'autonomie,

- Arrêt des politiques sécuritaires et de la répression policière

- Lutte contre le réchauffement climatique,

- Arrêt des interventions militaires de la France en Afghanistan et en Afrique

La campagne combinera des mots d'ordre d'ampleur nationale, en opposition à la politique de Sarkozy et du patronat, avec des mots d'ordre adaptés au cadre des régions : arrêt de toute subvention au secteur privé, aux entreprises et aux lycées privés, à la formation professionnelle contrôlée par le patronat ; récupération des fonds publics versés aux entreprises qui ont licencié ; développement des services publics et du logement social…

Tout ce qui ira dans le sens des intérêts des travailleurs sera soutenu par nous, mais sans cacher non plus que certaines de nos propositions ne pourront guère être mises en oeuvre dans le cadre des prérogatives des régions. Il faudra non seulement s'opposer à l'Etat et à sa légalité, mais imposer un réel contrôle des travailleurs pour commencer à en voir le début de leur réalisation. Ainsi nos élus n'agiront pas uniquement dans le cadre restrictif de la gestion régionale mais dans le cadre de la construction d'un rapport de force général entre patronat et monde du travail.

C'est pourquoi, en lien avec les mobilisations, la campagne continuera d'expliquer que pour imposer ces mesures d'urgences, il faut un mouvement d'ensemble capable de chasser Sarkozy et le gouvernement. Notre rôle est de préparer les conditions pour une grève générale qui déboucherait sur un affrontement global avec le pouvoir. Nous devons chercher à développer systématiquement les formes d'auto-organisation parmi les travailleurs et la population en lutte, comme les comités de grève.

**4) La question du 2ème tour**

La consigne de vote du deuxième tour n'est pas la discussion prioritaire. C'est une

question tactique qui dépend de la politique défendue par les autres courants pendant la campagne et de la perception qu'en ont les travailleurs. Elle dépend en partie des résultats du premier tour.

Notre position, qui ne placera pas sur le même plan la gauche et la droite même si nous condamnons toutes les politiques de droite, sera choisie le soir du premier tour.

**5) Fusions « techniques » ou « démocratiques »**

Dans la situation actuelle, nous nous opposons à des « fusions techniques » ou « démocratiques » au deuxième tour. Aucune fusion n'est simplement « technique » ou « démocratique », puisqu'il ne viendrait à l'idée à personne de les proposer à la droite.

Quel que soit l'intérêt que nous pourrions porter à cette démarche, il apparaît aujourd'hui avec évidence qu'elle ne saurait être comprise à l'échelle de masse. On pourra toujours prendre toutes les précautions pour expliquer qu'il ne s'agit pas d'un accord politique, c'est cet aspect qui risque de prendre le dessus. Un accord avec le PS nuirait donc à l'explication de notre politique d'indépendance vis-à-vis de ce dernier au premier tour et de rupture avec le système.

Lorsque nos listes pourront se maintenir au second tour, elles le feront pour permettre aux électeurs de confirmer leur vote.

**6) Remobiliser l'organisation autour de ses axes fondateurs, voilà notre priorité**

L'important aujourd'hui est de donner une nouvelle impulsion à toute notre organisation. C'est pourquoi nous avons proposé au dernier CE d'établir un texte commun de remobilisation de toutes nos forces pour être prêts ensemble pour les prochaines échéances électorales. La résolution que nous soumettons au vote reflète l'esprit de cette démarche.

, le 1 novembre 2009